

Un « ouragan budgétaire » s'abat sur l'Outre-mer

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGAUDELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

17 octobre 2024



Le projet de budget pour l'année 2025, présenté par le gouvernement de Michel Barnier, a déclenché une véritable tempête politique. Ce projet prévoit des coupes significatives dans les crédits alloués à l'Outre-mer qui s'élèvent à au moins 300 millions d'euros, soit une baisse de 10 %. Fixé à 2,49 milliards d'euros, ce budget suscite une indignation quasi unanime parmi les élus ultramarins. Les réductions envisagées, qui touchent particulièrement les collectivités territoriales, l'aménagement du territoire et le plan séisme, ont immédiatement provoqué une levée de boucliers.

Christian Baptiste, député socialiste et rapporteur spécial du budget Outre-mer, dans une lettre datée du 11 octobre adressée au premier ministre, au ministre de l'Outremer et au ministre délégué du budget s'est inquiété des répercussions de cette austérité : « *L'État se désengage au*

risque de compromettre la sécurité et le développement de nos territoires ».

Selon les premières analyses, environ 200 millions d'euros de cette réduction affecteront directement les collectivités locales. Des secteurs essentiels risquent ainsi de voir leur financement drastiquement diminué, rendant plus difficile l'adaptation des infrastructures face aux défis climatiques, tels que les tremblements de terre et les cyclones.

Victorin Lurel sénateur de Guadeloupe ancien ministre des Outre-mer dans un communiqué daté du 10 octobre parle « *d'ouragan budgétaire* ».

Manque de transparence

Outre les coupes dans le budget, l'autre problème majeur dénoncé par les parlementaires ultramarins est le manque d'accès aux documents budgétaires détaillés, comme le fameux « bleu » budgétaire qui regroupe les crédits alloués à chaque ministère. Cette opacité est perçue comme un frein à une discussion parlementaire claire et constructive.

« *Nous appelons le gouvernement à lever l'opacité de la maquette budgétaire consacrée aux Outre-mer* », déclare un groupe de parlementaires qui déplorent que la répartition des crédits publics soit masquée, empêchant un véritable bilan de l'engagement de l'État dans ces territoires.

Victorin Lurel, est l'un des plus virulents critiques de ce projet. Il estime que les économies pourraient dépasser les 398 millions d'euros, et alerte sur la réduction de la ligne budgétaire « conditions de vie Outre-mer », qui finance des dépenses comme la continuité territoriale, le logement, et l'aménagement du territoire. Ces crédits passent de 1,28 milliard à

810 millions d'euros, soit un niveau inférieur à celui de 2008, une période déjà marquée par des contraintes budgétaires sévères.

Cette inquiétude est d'autant plus vive que les élus ultramarins se plaignent de la sous-consommation des crédits attribués ces dernières années. La Cour des comptes a pointé, dans son rapport sur le budget 2022, une sous-consommation de 75 millions d'euros, notamment dans les domaines du logement et du soutien aux collectivités locales.

Le député Olivier Serva, ancien président de la délégation aux Outre-mer, a attribué cette situation à un manque d'ingénierie, qui freine la réalisation des projets. Certains fonds alloués ne sont tout simplement pas utilisés, alors que les besoins sont criants.

Des conséquences lourdes

Le ministère, qui a choisi pour l'instant de rester silencieux face aux critiques, indique que des discussions parlementaires auront lieu dans les prochaines semaines. L'entourage de François-Noël Buffet, ministre des Outre-mer, assure que les engagements pris, notamment à travers les contrats de convergence et l'accord de Guyane, seront respectés. Mais beaucoup d'élus doutent de la compatibilité de ces engagements avec une telle réduction des financements.

La mission Outre-mer ne représente en réalité que 11 % du total des crédits budgétaires alloués aux Outre-mer, le reste étant dispersé à travers 105 programmes budgétaires gérés par 32 missions différentes. Par exemple, la mission « Enseignement scolaire » regroupe à elle seule 32 % des crédits consacrés aux Outre-mer. Ces crédits transversaux, répartis sur plusieurs ministères, rendent la lecture des financements complexes, et renforcent le sentiment de manque de transparence.

Motion de censure

Dans un rapport explosif d'avril 2024 l'Inspection générale des finances et l'Inspection générale de l'éducation nationale prévoient des fermetures de classes dans les académies de Guyane, Guadeloupe, Martinique. Conséquence directe des coupes budgétaires dans le secteur éducatif.

Davy Rimane, député de Guyane, a critiqué avec véhémence cette politique budgétaire, pointant du doigt ce qu'il considère comme les « *cadeaux fiscaux* » d'Emmanuel Macron aux grandes entreprises, qui auraient creusé un trou de 60 milliards d'euros dans les finances publiques. « *Le gouvernement sait très bien où aller chercher les milliards, mais il préfère demander un effort aux Français, et particulièrement aux territoires ultramarins* », déclare-t-il, appelant à une révision des priorités budgétaires.

Forts de cette contestation, les députés ultramarins prévoient de voter contre la loi de finances 2025 et envisagent de soutenir une motion de censure contre le gouvernement. La coalition de gauche formée par le Nouveau front populaire (NFP) a d'ores et déjà annoncé son intention de déposer une nouvelle motion de censure si le gouvernement venait à recourir à l'article 49-3 de la Constitution pour faire adopter le budget sans vote parlementaire.

Le décalage entre les besoins réels des populations et les décisions budgétaires du gouvernement creusent encore plus profond le fossé entre l'Hexagone et les territoires Outre-mer.